Chapitre 2 - Comment appréhender la diversité des organisations ?

Notions :

- Finalités - Buts - Intérêts individuels / collectifs.
- Biens et services : marchands, non marchands.
- Secteur privé - Secteur public - Partenariats public-privé.
- Financement privé - Financement public.
- Secteur d'activité.
- Entreprises privées.
- Organisations et entreprises publiques - Participation de l'État dans des entreprises dans des marchés concurrentiels.
- Organisations de la société civile : associations, ONG, syndicats, fondations.

1. Les entreprises privées

1.1. Caractéristiques des entreprises privées

Une entreprise privée est une organisation qui combine des facteurs de production en vue de proposer des biens et des services marchands sur un marché et de réaliser un profit.

En France, il est possible de différencier les entreprises en fonction des critères de distinction suivants :

Critères	Types d'entreprises
La taille (selon l'effectif)	<ul style="list-style-type: none"> – Très petite entreprise (TPE) : de 0 à 9 salariés. – Petite et moyenne entreprise (PME) : de 10 à 249 salariés. – Entreprise de taille intermédiaire (ETI) : de 250 à 5 000 salariés. – Grande entreprise : + de 5 000 salariés.
Forme juridique	<ul style="list-style-type: none"> – Entreprise individuelle : personne physique (commerçants, artisans). – Société : personne morale (EURL, SARL, SAS, SA).
Secteur d'activité économique	<ul style="list-style-type: none"> – Secteur primaire : entreprises exploitant les ressources naturelles. – Secteur secondaire : entreprises transformant les matières premières. – Secteur tertiaire : entreprises proposant des services.

Secteur privé	– Entreprise de secteur privé : entreprise dont le capital appartient à des personnes privées.
Champ géographique	<ul style="list-style-type: none"> - Régional. - National. - International.
Ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Financières : capital, chiffre d'affaires, résultat... ; - Matérielles : machines, bâtiments... ; - Humaines : nombre de salariés, niveau de qualification ; - immatérielles : brevets, savoir-faire (ressources technologiques), marque, notoriété (ressources commerciales).

1.2. Les finalités d'une entreprise privée

- La création de richesse et réalisation de profit

Une entreprise produit des biens et des services grâce à ses différentes ressources dans le but de réaliser un profit. On parle alors de **finalité lucrative**. La réalisation d'un profit permet à l'entreprise de se développer (produire, investir, recruter...). Dans le cas contraire, on dira que l'entreprise réalise une perte, ce qui la mettra en péril.

La richesse créée par l'entreprise se mesure par la valeur ajoutée (VA).

$$VA = \text{Chiffre d'affaires} - \text{consommations intermédiaires}$$

Cette VA permet à l'entreprise de rémunérer ceux qui ont contribué au processus de production :

- Les salariés (salaires)
- Les actionnaires (dividendes)
- Les créanciers (paiement d'intérêts)
- L'Etat (impôts, taxes, cotisations)

- Les préoccupations sociales et environnementales de l'entreprise

Pour assurer sa pérennité sur le long terme, une entreprise ne doit pas seulement chercher à réaliser du profit, elle doit aussi chercher à mettre en place une politique de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE).

La RSE se définit comme étant les actions de l'entreprise visant à prendre en compte les enjeux environnementaux (développement durable, réduction de la pollution, recyclage...) et sociaux (bien-être des salariés, respect des attentes des clients...) dans ses activités et dans ses interactions avec ses parties prenantes.

2. Organisations et entreprises publiques

2.1. Quelle est la finalité des organisations publiques ?

Les organisations publiques ont essentiellement deux finalités : la gestion du domaine public (biens publics) et la production de services publics.

C'est l'État qui assure la gestion des services publics, contribuant ainsi au bon fonctionnement de la société. Ces services sont qualifiés de non-marchands, car ils sont proposés à titre gratuit ou quasi gratuit.

Un service ou un bien public suppose :

- une non-rivalité : sa consommation par un individu n'empêche pas la consommation par un autre ;
- une non-exclusion : il est accessible à tous et le bien est gratuit ou quasi gratuit.

2.2. Quels sont les types d'organisations publiques et leurs principes ?

Statut juridique	Détails
Administrations centrales de l'Etat	- Ministères - services déconcentrés localement (préfecture, rectorat...)
Les collectivités locales	- communes (et communautés de communes) - départements - régions
Les établissements publics administratifs (EPA)	Placés sous le contrôle de l'Etat pour remplir une mission précise (Sécurité Sociale, Pôle-emploi, universités, lycées...)
Les entreprises publiques	La moitié de leur capital appartient au moins à l'Etat.

Les services publics reposent sur trois principes fondamentaux :

- La continuité du service public, qui doit être rendu de manière régulière et sans interruption ;
- L'égalité et l'équité : tous les citoyens doivent avoir accès au service et être traités de la même façon ;
- L'adaptabilité : le service public doit suivre les évolutions de la société et des besoins des usagers.

2.3. Quelles sont les modalités de gestion du service public ?

- Quelles ressources ?

Comme toute organisation, une organisation publique a besoin de ressources pour fonctionner. Au-delà des ressources humaines, matérielles et immatérielles, leurs ressources financières constituent un point majeur.

Il peut s'agir :

de **ressources fiscales** :

- les impôts (directs et indirects) ;
- les cotisations sociales ;

de **ressources non fiscales** :

- l'emprunt ;
- le paiement du prix par les usagers.

Remarque :

- **Usager** : personne qui consomme un service public soit gratuit, soit à un prix couvrant son coût uniquement.
- **Client** : personne qui consomme, contre paiement, un bien ou service d'une organisation privée.

- La délégation de services publics au secteur privé

Certains services publics sont assurés par le secteur privé, par délégation.

Ce choix relève de questions liées aux ressources de l'État, qui n'est pas toujours à même de proposer un service compte tenu de ses ressources matérielles et humaines.

Il existe deux formes :

– le marché de partenariat (ou marché public) : l'organisation privée reçoit un paiement de l'État ou des collectivités territoriales en contrepartie de sa prestation, le reste du financement étant à sa charge (ex : construction et gestion des prisons) ;

– la délégation de service public (DSP) : l'organisation privée qui gère le bien public se rémunère en fonction du résultat d'exploitation du service (gestion des piscines municipales appartenant à la ville par exemple).

3. Organisations de la société civile

3.1. Quelle est la finalité des organisations de la société civile ?

Les organisations de la société civile poursuivent un but non lucratif : la recherche de bénéfices n'est pas leur objectif premier. Lorsqu'une OSC gagne de l'argent, il ne peut être redistribué entre les membres ; il doit obligatoirement être réutilisé dans le cadre de la finalité de l'OSC (on parle de surplus).

Ainsi, les OSC ont deux finalités : **proposer des services non marchands destinés à satisfaire leurs adhérents, et/ou réaliser une mission de service public pour l'ensemble de la population (tout en restant privée).**

3.2. Sous quelles formes se présentent les organisations de la société civile ?

- Les Organisations Non Gouvernementales

Une organisation non gouvernementale (ONG) est une association qui agit dans l'intérêt public mais qui ne dépend ni d'un État ni d'une institution internationale. D'un point de vue légal, les ONG sont tout de même rattachées à la juridiction du pays dans lequel elles sont installées (en France, la loi du 1er juillet 1901).

Exemples : Greenpeace, Médecin sans frontières, WWF.

- Les associations loi 1901

Les associations loi 1901 sont toutes les associations déclarées en préfecture et possédant une capacité juridique en France. Elles peuvent être reconnues d'utilité publique dès lors qu'elles ont pour but l'intérêt général sur le plan national.

- Les syndicats

Un syndicat est une association dont le but est la défense des intérêts et des droits des salariés. Ses adhérents peuvent bénéficier de l'appui du syndicat en termes de salaires, statuts, progression de carrière ou conditions de travail.

3.3. Quelles sont les ressources des associations ?

- Ressources financières

Chaque organisation a besoin, pour pouvoir fonctionner, de moyens financiers. Pour les associations, les ressources financières proviennent :

- des cotisations versées par ses membres ;
- des diverses subventions attribuées par les pouvoirs publics ;
- des dons en espèce ou en nature ;
- de legs, c'est-à-dire de biens transmis par une personne à sa mort.

- Les ressources humaines

Pour mener à bien leur mission, les associations s'appuient majoritairement sur le travail de leurs bénévoles même si elles emploient aussi des salariés.

Les bénévoles fournissent un travail au sein de l'association en échange d'aucune rémunération.

Les salariés de l'association sont soumis au droit du travail, sont liés par un contrat de travail et perçoivent un salaire en échange du travail fourni.

- Les ressources matérielles :

Issues souvent de dons ou de prêts (locaux, véhicules...)

Entraînez-vous avec des cas concrets et leurs corrigés avec les exercices 1 à 11 (sur le site - shop – STMG).